



AUTORISATION DE SURVOL DANS LE CŒUR DU PARC NATIONAL DES PYRENEES - autorisation numéro 2015 – 348 -

Pétitionnaire : OFFICE NATIONAL DES FORETS - RESTAURATION DES TERRAINS EN MONTAGNE

Adresse : Office national des forêts - Rue Jean-Loup Chrétien - boîte postale 1312 - 65013 TARBES CEDEX

Nature de la demande : survol,

Localisation : cœur du Parc National des Pyrénées en vallée de Cauterets,

Dossier suivi au Parc National des Pyrénées par M. Yves HAURE - Secrétaire général du Parc National des Pyrénées

Le Directeur de l'établissement public du Parc National des Pyrénées,

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L 331 19-2,

Vu l'arrêté du 20 mars 2012 portant application de l'article R 331-19-2 du code de l'environnement (*NOR : DEVL120758A*),

Vu le décret numéro 2009-406 du 15 avril 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du parc national des Pyrénées occidentales aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi no 2006-436 du 14 avril 2006 (*NOR : DEVN0826308D*),

Vu le décret numéro 2012-1542 du 28 décembre 2012 portant approbation de la charte du Parc national des Pyrénées (*NOR : DEVL1234918D*),

considérant que les activités décrites, dans la demande du pétitionnaire mentionné en supra, sont conformes aux dispositions des textes susvisés,

- article premier :

Dans le cadre des autorisations mentionnées aux articles en supra, Monsieur le Directeur du Parc National des Pyrénées autorise l'office national des forêts - restauration des terrains en montagne - à organiser un héliportage dans les conditions suivantes :

- point de départ : route du Cambasque et zone proche de la gare du deuxième tronçon (*Cauterets - Hautes-Pyrénées*),

La présente autorisation peut être contestée par recours gracieux formulé, par envoi recommandé, auprès de Monsieur le Directeur du Parc National des Pyrénées, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai, devant le tribunal administratif territorialement compétent.

./..

- point d'arrivée : Pégère – zone sommitale du couloir de la Laune (*altitude 2080 mètres*) - Cauterets - Hautes-Pyrénées,
- nombre de rotation : quatre rotations,
- objet du survol : travaux de maintenance du parc d'ouvrages RTM en forêt domaniale du Pégère - commune de Cauterets (*Hautes-Pyrénées*).

Les trajets seront effectués à haute altitude et dès le début de chaque rotation.

Les trajets seront calculés en fonction des zones de sensibilité de la faune sauvage qui seront communiquées par Monsieur le Chef du secteur du Parc National des Pyrénées en vallée de Cauterets.

- article deux :

La présente autorisation est délivrée pour les lundi 26 octobre, mardi 27 octobre 2015 en cas de météorologie défavorable, jeudi 28 octobre et vendredi 29 octobre 2015 en cas de météorologie défavorable et les destinations mentionnées en supra.

En cas d'impossibilité de réaliser le survol à la date mentionnée en supra, le pétitionnaire s'engage à prévenir le Parc National des Pyrénées de la date de report.

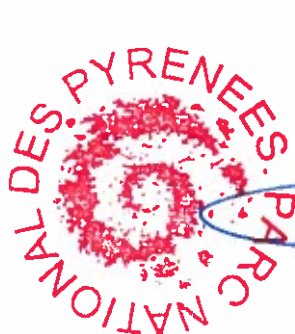
- article trois :

Les personnels assermentés et commissionnés du Parc National des Pyrénées sont chargés de la vérification de l'application des prescriptions mentionnées en supra. La présente est délivrée sous réserve des autorisations utiles au titre de toute autre réglementation. Elle doit être présentée à toute demande d'un agent du Parc National des Pyrénées.

- article quatre :

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs du Parc National des Pyrénées disponible sur www.parc-pyrenees.com

Fait à Tarbes, le mardi 20 octobre 2015.



1/01-

Pour le Directeur
et par délégation,

Gilles PERRON
Directeur du Parc National des Pyrénées

Le Secrétaire Général
Yves HAURE

Parc National des Pyrénées - villa Fould - 2, rue du IV septembre - boîte postale 736 - 65017 TARBES CEDEX

La présente autorisation peut être contestée par recours gracieux formulé, par envoi recommandé, auprès de Monsieur le Directeur du Parc National des Pyrénées, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai, devant le tribunal administratif territorialement compétent.